

N° 25 DÉCEMBRE 1965

"LE PEUPLE BRETON"
mensuel

Boîte postale 103 RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 6 F

De soutien : à partir de 10 F

Adressez le montant au C.C.P.
1890-57 RENNES, Hervé GRALL

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé.

LE PEUPLE BRETON

0,60

ORGANE DE L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE

CONTRE LA POLITIQUE DE MISERE du V^e plan gaulliste en Bretagne,

VOTEZ F. MITTERRAND POUR UN PLAN BRETON

Dans notre éditorial du numéro d'octobre, nous avons abordé le problème du choix de l'U.D.B. pour l'élection présidentielle. Nous ne reviendrons pas sur l'analyse des conditions de la candidature de M. Mitterrand. Nous reconnaissons qu'il était le candidat unique de la gauche contre les autres candidats de droite et d'extrême-droite. Une fois de plus, nous pouvions affirmer la complète contradiction entre démocratie et gaullisme. Nous dirons encore aujourd'hui le caractère particulièrement grave pour la Bretagne de renouveler le bail de sept ans au tenant du pouvoir actuel. La vie de notre pays, dans ses aspects qui touchent le plus les jeunes,

les ouvriers, les paysans bretons, est en jeu. Voter De Gaulle, c'est accepter le V^e Plan, c'est donc accepter la déportation de nos jeunes, c'est accepter l'implantation de nouvelles bases militaires, c'est accepter pour bien plus longtemps que ne durera le gaullisme un avenir économique de parias.

Souhaitant une campagne dynamique regroupant à l'échelle de nos cinq départements tous les partis politiques de gauche, nous écrivions en conclusion : « Mais si, par malheur, le passé pèse d'un poids suffisant pour empêcher cette indispensable union autour de la candidature républicaine en Bretagne, l'U.D.B., fidèle à elle-même et à sa charte, pren-

dra ses responsabilités et envisagera son ralliement isolé mais total à la candidature de M. Mitterrand. Il ne lui manque pour cela que des précisions de la part du candidat du Front populaire. L'U.D.B. va contacter M. Mitterrand et lui poser les mêmes questions qu'à M. Defferre. Des réponses que nous recevrons, nous l'espérons, nous tirerons les conclusions utiles que nous rendrons immédiatement publiques. »

★

On trouvera plus bas le texte de la réponse que nous avons reçue de M. Mitterrand. Tenant compte de cette réponse et de ses déclarations à Rennes, notre Edito (page 2) définit la position de l'U.D.B.

★

Pour mémoire, nous reproduisons quelques extraits des questions et des réponses de Defferre.

● QUESTION : *Au cas où vous devriez président de la République française, avez-vous l'intention de ne pas modifier les structures qui vont être mises en place dans le cadre de la réforme « régionale » du pouvoir gaulliste, ou au contraire avez-vous un programme personnel neuf pour*

(Suite page 3)

SITUATION DRAMATIQUE pour des centaines de travailleurs :

L'INDUSTRIE DU GRANIT EN PERIL !

L'industrie du granit en Bretagne, qui a déjà occupé une place importante dans nos colonnes (cf. *Peuple breton* n° 4 et 22), attire une fois de plus notre attention par les menaces graves et imminentes que la politique du gouvernement gaulliste fait peser sur 1 200 ouvriers bretons, d'Ille-et-Vilaine surtout.

LA PLACE DE L'INDUSTRIE DU GRANIT DANS L'ÉCONOMIE BRETONNE.

Le granit occupe pourtant une grande place dans l'industrie bretonne, prédominante même dans le nord-est du pays. Employant 1 500 ouvriers, dont 1 200 en Ille-et-Vilaine (1), elle constitue un moyen de choix pour retenir la population rurale libérée par l'agriculture, sans l'expatrier, en lui permettant de garder ses attaches rurales. De plus, en conjoncture normale (sans plan de stabilisation et avec une politique cohérente), cette industrie pouvait fournir à court terme 500 emplois

(Suite page 3)

LA RÉPONSE DE M. F. MITTERRAND A L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE

Paris, le 9 novembre 1965.

Cher Monsieur,

Vous m'avez demandé de vous faire connaître, à l'intention de vos adhérents, ma position personnelle sur un certain nombre de problèmes touchant la Bretagne, et vous m'avez, à cet effet, posé quelques questions auxquelles, vous me le rappelez, M. Gaston Defferre avait déjà répondu en ce qui le concerne lorsqu'il était candidat à la Présidence de la République. Je n'ai rien à reprendre aux réponses de M. Defferre, j'adhère entièrement aux solutions qu'il préconisait, et que je reprends à mon compte. J'ajouterai cependant une précision : aucune amélioration de l'état de choses existant dans les régions peu développées de France ne sera obtenue aussi longtemps que n'aura pas été transformée l'organisation régionale de notre pays.

Il est essentiel, si l'on veut bâtir de véritables programmes régionaux, d'associer les citoyens à l'établissement de ces programmes, essentiellement par la création d'assemblées représentatives et délibératives au niveau départemental et des régions, le reste nous sera donné par surcroît.

Je vous prie de croire, cher Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

François MITTERRAND.

Union Démocratique Bretonne, Rennes.

LE II^E CONGRÈS DE L'U.D.B. A BINIC

(Voir page 4)

EN CONSTRUCTION A PONT-L'ABBÉ :

LA RESIDENCE DE L'ETANG

(Société Civile Immobilière)

IMMEUBLE DE BON STANDING

DONNANT SUR LE SQUARE DE LA MADELEINE (PARKING ET JARDINS PUBLICS)
ET RUE CH.-LE BASTARD (GARAGES)

TYPES : 2, 3, 4 et STUDIOS

FACILITÉS D'ACQUISITION

QUELQUES MAGASINS ET BUREAUX ENCORE DISPONIBLES EN REZ-DE-CHAUSSEE
2 000 m² PARC, EN PROPRIÉTÉ INDIVISE

Pour tous renseignements, s'adresser : Jean-Pol LE BERRE, Agent immobilier, Pont-l'Abbé
Bureaux ouverts le matin. — Téléphone 2-73

Edito

Venu à Rennes parler aux Lices, le 14 septembre, M. Mitterrand avait répondu aux dix questions de M. Phlipponneau. Ce dernier, porte-parole du comité "Horizon 80" d'Ille-et-Vilaine, a estimé ne pas devoir choisir entre M. Mitterrand et M. Lecanuet, prenant en considération l'amertume de l'électorat paysan en Bretagne, électorat qu'il faut détacher du gaullisme, et qui — estimait-il — peut être retenu de voter Mitterrand par la peur de mêler ses voix aux voix communistes. Mais plus que tout autre, conscient de la catastrophe économique que la Bretagne va poser de manière vidente De Gaulle, il a pensé plus profitable pour la Bretagne de pratiquer la même politique que la série de dix questions à ces deux candidats, souhaitant faire garder aux questions régionales la place qu'elles avaient prises dans le programme de Gaston Defferre, cette information égale devant permettre aux électeurs bretons de faire ensuite leur choix suivant la famille politique ou leurs tendances.

Nous ne partageons pas cette façon de voir ; pour nous, il est plus important de faire franchir à un plus petit nombre d'électeurs paysans le grand pas qui consiste à voter Mitterrand, que de faire franchir à un grand nombre le petit pas qui consiste à voter Lecanuet. Passer du gaullisme à un néo-gaullisme n'est pas satisfaisant : en parlant de récupérer un certain nombre de gaullistes pour constituer sa majorité, M. Lecanuet situe bien sa candidature. Pense-t-on que MM. de Poulpique, Le Goasguen soient récupérables et que fera M. Lecanuet de M. Leguen, Mlle Dienesch, fidèles soutiens M.R.P. du gaullisme en Bretagne ? Il nous semble difficile de croire à l'efficacité d'une telle coalition et de cacher notre scepticisme sur une "politique de progrès social" d'un candidat qui avant de se présenter, suppliait M. Pinay. Nous avons pris connaissance des réponses de M. Lecanuet face aux différents aspects du problème breton. Négligeant les nuances de forme que mirent les deux candidats à répondre ; négligeant le fait tactique que l'électorat sur lequel M. Lecanuet peut compter comprend l'électorat breton, de l'Ouest et de l'Alsace. Ceux qui voudraient choisir celui des deux qui a été le plus loin sur la planification régionale, la priorité à donner à l'équipement et à l'industrialisation de pays tels que la Bretagne, sur les institutions à mettre en place, assemblées autonomes délibératives, élues, aux pouvoirs de décision, et dans une seconde étape, un pouvoir exécutif "régional", sur les mesures de sauvegarde de la culture bretonne, pourrait hésiter. "Ouest-France" ne leur a pas facilité la tâche. Moins d'une dizaine de lignes dans le compte rendu de la réunion de F. Mitterrand, un long paragraphe pour les réponses de M. Lecanuet. Le correspondant du "Figaro" a, quant à lui, une plus curieuse conception de l'information objective : une réflexion anecdotique de M. Mitterrand sur le séjour en Bretagne de son père est la seule chose que ce journaliste (sic) a retenu des prises de position sur le problème breton du candidat de la gauche. Ces omissions ne s'expliquent pas seulement par le préjugé favorable pour le candidat « démocrate », mais aussi elles tendent à priver la gauche, de thèmes qu'elle défend pour la première fois et qu'elle seule peut mettre en application de façon progressiste, si elle en a la volonté.

— Pour l'Union Démocratique Bretonne, parti breton de gauche, le choix était clair. Le congrès de Binic a décidé à l'unanimité de soutenir la candidature de F. Mitterrand, et d'inviter ses amis électeurs à voter pour celui-ci.

— Nos raisons : candidat unique de la gauche, F. Mitterrand a dépassé le caractère forcé de cette union des premiers moments de sa campagne pour préciser dans sa seconde conférence de presse, ses sept options fondamentales en une vingtaine de points.

C'est accroître les chances d'un programme commun et de l'efficacité de sa candidature au-delà du scrutin du 5 décembre. La présence de ces problèmes « régionaux » parmi les thèmes de l'élection d'un président de la République, est un signe que notre combat est un combat du présent. Que parmi les partis de gauche en Bretagne et encore plus dans l'état-major constitué autour de F. Mitterrand, il y ait des hommes qui ne voient là qu'une recette électorale ("il faut de la régionalisation...") n'est pas pour nous étonner.

Si F. Mitterrand a refusé nettement l'idée d'un pouvoir exécutif, nous constatons qu'entre l'ancienne conception centralisatrice et jacobine de la gauche française et l'accord pour la création d'assemblées "régionales", le pas est plus grand que celui qui mène de ces assemblées à des pouvoirs exécutifs "régionaux". Nous enregistrons aussi avec satisfaction que ce premier grand pas a été franchi par M. Mitterrand à l'occasion de l'élection présidentielle (après MM. Mendès-France et Defferre).

L'U.D.B., considérant les promesses de Mitterrand comme une étape, a plus que jamais sa raison d'être pour gagner le combat qui fera des promesses d'aujourd'hui des réalités de demain.



BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

SIGNATURE :

— Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à : Union Démocratique Bretonne, B.P. 103, Rennes.

— Adressez le montant de la cotisation annuelle (deux journées de travail) à Hervé GRALL, 51, rue Inkermann, Brest. — C.C.P. 1890-57 Rennes.

MIROITIERIES DE L'OUEST

Installations de magasins — Produits verriers des manufactures

TY BOS — QUIMPER — Tél. : 6-47 et 37-47

LA VIE DU PARTI

COMPOSITION

DU NOUVEAU COMITÉ DIRECTEUR

APRÈS LE CONGRÈS DE BINIC (novembre 1965)

L. Le Bec, A.-M. Daniel, R. Debrouse, H. Grall, J. Josset, L. Kervoas, J.-M. Laigle, J.-P. Le Berre, E. Lelias, F. Le Saout, J.-J. Monnier, Y.-B. Piriou, P. Queindec, Y.-C. Veillard.

SECTION DE BREST

Ventes de journaux à Brest et aux alentours, réunion mensuelle et réunion de préparation au congrès ont constitué l'essentiel de l'activité de la section.

SECTION DE QUIMPER-CORNOUAILLE

La section a poursuivi son travail de propagande et de vente du journal. Le dépôt de Châteaulin a donné de bons résultats. En Pays bigouden, le camarade Jean-Paul Le Berre a été contacté pour apporter son concours au comité de soutien à la candidature de François Mitterrand.

SECTION DE RENNES

La rentrée universitaire a été marquée par une réunion publique d'information qui a valu non pas tant par l'exposé, désormais classique, sur l'explication du sigle U.D.B., que par la discussion franche et ouverte qui l'a suivie entre des membres du parti et la vingtaine de personnes qui s'étaient dérangées. Des questions portant sur le fédéralisme et la culture bretonne furent posées. La section entend multiplier ce genre de réunions, profitables à tous.

Les ventes de journaux ont commencé dans divers quartiers de Rennes, outre celles, désor-

ENTREPRISE DE MAÇONNERIE TRAVAUX PUBLICS LE TOULLEC

PLONÉOUR : Place Victor-Hugo
LE GUILVINEC : Robiner en Plomeur
Tél. 1-72



IFFIG

— a entendu dire que la laiterie « Mont St-Michel » de St-Brice-en-Coglès (35), entreprise locale, est en butte depuis plusieurs mois à la concurrence déloyale que lui fait le trust laitier Ménocher (entendre Michelin-Citroën) par l'intermédiaire de cer-

taines laiteries de la région fougéraise contrôlées par lui ;

— a appris que ce trust, non content de lui faire des « propositions intéressantes », lance le bruit de ses soi-disant difficultés financières dans les milieux économiques autorisés ;

— sait que la laiterie Mont Saint-Michel est en plein développement (de 10 ouvriers en 1960 à 80 ouvriers en 1964) ;

— est inquiet quand il sait que ce puissant trust n'a plus en face de lui que la Coopérative laitière d'Ille-et-Vilaine et cette entreprise.

— a lu dans *Le Combat socialiste* le compte rendu de la réunion avec Mitterrand à Rennes, et notamment ce qui concerne les réponses de ce candidat aux questions de M. Phlipponneau ;

— se permet de faire remarquer que son confrère a une oreille sélective en ne retenant que les applaudissements des premiers rangs contre l'exécutif régional, sans aussi retenir les marques de désapprobation d'une autre partie de la salle, et surtout sans compter le silence neutre de la majorité ;

— pense qu'il eût été plus positif de noter l'accord de M. Mitterrand sur la nécessité d'une assemblée régionale délibérative et élue dont les options élaborées auraient ordre de priorité.

— a noté avec étonnement l'absence de M. Fréville au premier vote sur le V° Plan ;

— suppose que les obligations professionnelles ou autres du député-maire de Rennes devaient être bien pressantes pour

mais routinières, aux restaurants universitaires.

Une réunion de préparation au congrès, tenue le 19 novembre, permit de préciser la rédaction de motions d'orientation.

Le match Rennes-Nantes a permis à la section de réaliser une bonne vente de drapeaux bretons, permettant ainsi au nombreux public d'apporter son soutien à l'une et l'autre de nos deux équipes.

SOUSCRIPTION

Ce numéro paraissant deux semaines avant la date normale, il ne nous est pas possible de donner un bilan complet de la souscription. Nous rappelons à nos amis qu'à un moment où des milliards sont dépensés pour la campagne présidentielle, il est impératif que les Bretons se sentent concernés par l'avenir de leur pays et soutiennent efficacement notre lutte pour une Bretagne moderne et démocratique, contre le V° Plan et la mort économique de la Bretagne. Seule une aide efficace nous permettra de remplir notre mission. Notre idée, en créant cette souscription, était que chaque lecteur, chaque abonné, se sente concerné dans la mesure où ils savent bien que le montant de leur abonnement suffit à peine pour couvrir les frais d'impression et de diffusion. Nous leur faisons confiance pour donner, durant le mois de décembre, à notre souscription, l'équivalent de deux paquets de cigarettes, un numéro de "Paris-Match" et de quelques numéros du quotidien-opium de service.

Onzième liste

A. H., Alger	10 F
Katell Leprohon	5 F
Antell Morvan	5 F
Pour la démilitarisation de la Bretagne	10 F

Total de la onzième liste	30 F
Report des listes précédentes	1 200 F

TOTAL

Soit : 123 x 10. — Reste : 77 x 10.

Les participations à la souscription doivent être adressées à M. Hervé GRALL, 51, rue d'Inkermann, Brest. C.C.P. 1890-57, Rennes, en précisant au dos de l'envoi : Souscription

qu'il s'abstienne sur un vote aussi décisif pour la Bretagne.

— inquiet de la médiocrité persistante des émissions en langue française de Radio-Brest, s'est renseigné ;

— a appris que M. Pleiber, responsable des émissions, aurait été maire de Maison-Carrée, dans la banlieue d'Alger, aux beaux temps de l'Algérie française et que ce monsieur a la bonne oreille de M. Peyrefitte, au point de passer par-dessus la direction régionale ;

— est tout à fait persuadé que cette liaison directe avec ledit ministre n'est pour rien dans la mauvaise qualité de ces émissions.

BAR BRESTOIS

1, place Sainte-Anne - RENNES
Le rendez-vous des Finistériens
Ouvert jusqu'à minuit
CHOUCHEN - TÉLÉVISION - LECTURE

COMPTE-RENDU DU CONGRÈS DE BINIC

(Suite de la page 4)

LES VOTES

Après la discussion et la mise aux voix des différents rapports, on procéda au vote des quittes des membres sortants du Comité directeur. Un seul n'obtint pas son quitte. Les camarades suivants furent élus ou réélus : Debrouse, Grall, Laigle, Le Berre, Lelias, Monnier, Veillard. Ce dernier tira les conclusions du congrès en insistant sur les progrès accomplis par rapport à l'an dernier en organisation et efficacité, et en affirmant que, malgré l'ampleur du combat, les souhaits doivent trouver leur prolongement dans la réalité. Avec l'aide de tous, nous pouvons y parvenir.

J.-J. M.

LA CRISE DE L'INDUSTRIE BRETONNE DU GRANIT

(Suite de la page 1)

nouveaux au minimum, sans aucun débours de l'Etat, avec des salaires « honnêtes » (3,50 à 5 F de l'heure), compte tenu du genre de vie semi-rural de ses travailleurs et des salaires pratiqués en Bretagne (44 % des salaires sont inférieurs à 500 F par mois) et sans poser le problème de la dureté du travail.

Après l'euphorie de la reconstruction, des ombres commencèrent à planer sur cette entreprise du fait de la politique gouvernementale en matière de logements, d'où diminution de la demande en pierre à bâtir, accentuée par la diminution des commandes des administrations. L'industrie du granit n'en continuait pas moins à remplir son rôle « d'épongeur des surplus » de la main-d'œuvre agricole.

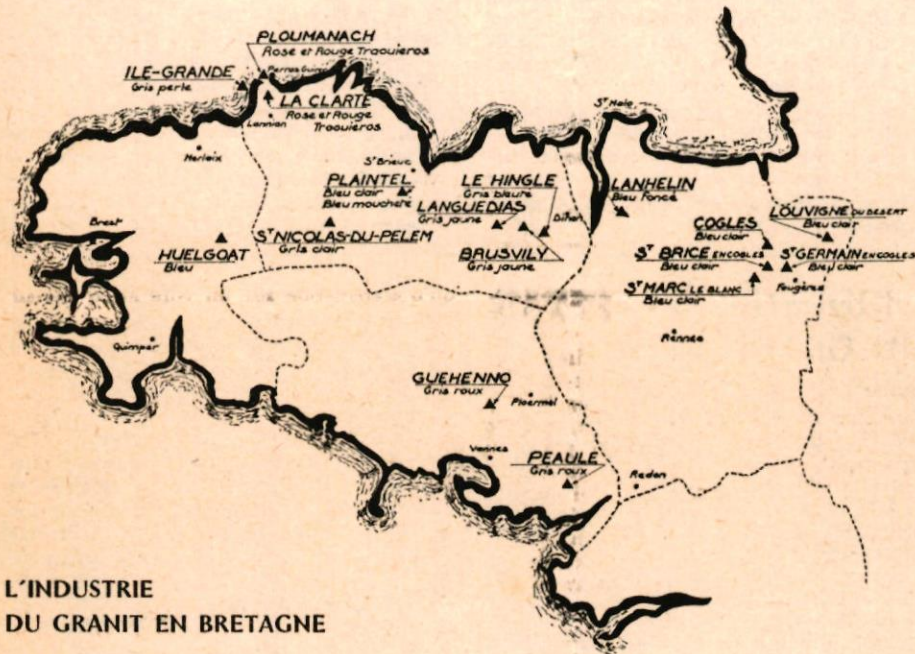
LA CONCURRENCE DES TRUSTS

C'est là que se situe l'intervention des milieux d'affaires ; alors que l'expansion de cette industrie, qui représente 90 % de la production hexagonale en la matière, était ralentie par une baisse des consommations de pavés de granit au profit des « produits noirs » tirés du pétrole, des trusts, dont un groupe belge curieusement appelé « Le Granit français », ont l'idée, fort bénéfique pour leurs revenus, d'importer des pavés et bordures du Portugal, où ils ont des intérêts : la tonne de granit

importé revient à une prix dérisoire (70 F environ, contre 120 à 130 F en Bretagne), du fait des salaires de famine (huit fois moins élevés en moyenne que ceux des ouvriers bretons). Possesseurs de petites carrières en Bretagne, il leur est facile d'augmenter dans de fortes proportions le prix de vente du granit importé, en le laissant cependant inférieur aux coûts du marché « français ». Egalisant les deux séries de prix, ils pèsent sur les cours du granit, contraignant ainsi les granitiers bretons à baisser leurs prix, sans pouvoir les aligner tout à fait sur ceux du capitalisme international, lequel profite ainsi des droits de douanes dérisoires établis dans le cadre de la C.E.E. (3,2 %).

...AVEC LA COMPLICITÉ DU GOUVERNEMENT

Pour mettre fin à cette concurrence déloyale et sauver cette industrie bretonne en péril, le gouvernement de Paris possède une législation. En effet, il existe, dans le cahier des clauses administratives, un article fixant l'origine française des matériaux, « applicable aux marchés des travaux des départements, des communes, des syndicats de communes et des établissements publics, départementaux et communaux, sauf dérogation ». De plus, il est interdit d'être à la fois producteur et importateur, de pratiquer le « ramassage », ce que fait, en particulier, la Société du granit français.



L'INDUSTRIE DU GRANIT EN BRETAGNE

Malgré les nombreuses démarches des granitiers bretons, qui s'adressèrent tour à tour, de janvier 1965 à novembre 1965, au ministère des Travaux publics et des Transports, au ministère de l'Intérieur et, par l'intermédiaire du député Le Lann, à M. Giscard d'Estaing lui-même, il ne fut répondu que de manière évasive, malgré l'aggravation catastrophique de la crise, et bien que cette industrie fut parfaitement compétitive dans le cadre du Marché commun, en particulier avec l'Allemagne fédérale, pourtant gros producteur (700 000 mètres de bordures contre 100 000 en moyenne). Toutes les démarches se heurtèrent donc à l'indifférence du gouvernement français, indifférence qui devient complicité dans la situation présente.

SEULS...

Cette attitude a des conséquences tragiques ; ainsi, l'exemple de ce maire de la petite commune de Saint-Marc, dans le bassin du Coglès, en Ille-et-Vilaine, où plus des deux tiers des familles vivent du granit et où les travailleurs sont menacés de chômage sans aucune possibilité de reclassement : personne n'a écouté ses réclamations. Il a frappé à toutes les portes, y compris celles de la préfecture régionale, personne ne l'a rassuré.

Il est seul, avec ses 1 200 administrés, contre le capitalisme international, la haute finance et le gouvernement, impassible et méprisant.

Cette lutte pour la vie d'un millier d'hommes, quelle que soit leur détermination, est vouée à l'échec sans le « tout petit peu de bonne volonté » de la part du gouvernement qui réclament les granitiers. L'attention superficielle qu'on leur a portée semble teintée d'électorisme.

Le gouvernement refuse même d'encourager la consommation de granit, menacée par la concurrence des « produits noirs », fabriqués par les grands trusts pétroliers.

Dans leur revendication pour obtenir la seule solution possible — un strict contingentement des importations — les granitiers se retrouvent seuls : la prétendue solidarité « nationale » s'avère inexistante ; dans toute la France, les villes continuent à acheter du granit portugais, moins cher. A Rennes même, l'interdiction d'importer du granit étranger a été « tournée » par un subterfuge cocasse : faire transporter le granit portugais par un transporteur de Louvigné ! Ce commerce est rémunérateur, les entreprises privées important du granit portugais se multiplient.

SOLIDARITÉ BRETONNE

La solidarité « régionale » elle-même semble bien timide et inefficace, malgré un appel lancé par la « grande presse » (Ouest-France, 10-11 novembre 1965). Alors que le C.E.L.I.B. combatif, véritable défenseur des intérêts bretons d'il y a cinq ans, avait tout fait pour écarter la crise qui

(Voir suite page 4)

VOTEZ MITTERRAND...

M. F. MITTERRAND approuve les précédentes déclarations de Defferre sur LE PROBLÈME BRETON.

(Suite de la page 1)
ce qui concerne l'évolution politico-administrative de la France ?

RÉPONSE : Si je deviens président de la République, je demanderai au Gouvernement et au Parlement de modifier les structures mises en place par le pouvoir gaulliste.

J'ai, à ce sujet, une position différente à la fois de celle de la IV^e et de la V^e République. Vous en trouverez une première définition dans le discours que j'ai prononcé à Lorient.

POUR MEMOIRE, extrait du discours de Lorient :

« 1. Il ne peut y avoir une véritable politique régionale sans que la voix des régions soit entendue ; écoutée, notamment pour l'établissement du Plan, à l'échelon national et à l'échelon régional.

« Les techniciens parisiens, si compétents qu'ils soient, ne peuvent pas tout savoir.

« Il faut donc que des assemblées économiques régionales représentatives et dotées de pouvoirs suffisants.

« Cela pose : 1. La question de la composition des assemblées économiques régionales. Elles doivent être composées d'éléments représentatifs non seulement ouvriers, paysans, industriels, experts, mais aussi syndicalistes et représentants de l'Université.

« 2. La question des pouvoirs de ces assemblées économiques régionales.

TOUS LES IMPRIMÉS
Thèses, brochures, etc.
Imprimerie Becdelièvre
2, rue d'Antrain, RENNES - Tél. 40-24-12

Elles doivent participer effectivement à la préparation du Plan à l'échelon régional et national, et participer au contrôle de l'exécution du Plan à tous les échelons.

« 4. Des lois-programmes régionales doivent être établies pour assurer à chaque région la garantie que les principaux investissements publics dans les plans régionaux s'intégrant dans le plan national seront effectivement exécutés.

« 5. La croissance de Paris et de la région parisienne doivent être limitées, sinon la France deviendra une tête sans corps. Dans tous les autres pays, il y a une véritable décentralisation économique (Italie, Allemagne, U.S.A.). Le pouvoir économique n'est pas concentré autour du pouvoir politique.

Composition linotype à façon
REVUES — TABLEAUTAGES — THÈSES
LINARMOR
15, rue des Fossés — RENNES

QUESTION : Avez-vous l'intention, une fois à l'Elysée, d'opérer une modification radicale de la politique du pouvoir à l'égard des pays au développement retardé, comme la Bretagne, la Corse, etc. ?

RÉPONSE : J'ai l'intention de modifier la politique du pouvoir actuel à l'égard des régions sous-développées comme la Bretagne et la Corse, ceci dans le cadre d'une politique de véritable solidarité nationale.

QUESTION : Sous un septennat de M. Gaston Defferre, peut-on raisonnablement espérer une modification de l'attitude du pouvoir à l'égard du chômage chronique en Bretagne ou, en d'autres termes, pensez-vous, comme M. Pompidou, que seule l'émigration des ouvriers et des ruraux bretons vers des régions industrialisées est susceptible d'être une solution ?

RÉPONSE : Je ne pense pas que l'émigration des ouvriers des régions sous-développées vers les régions industrialisées soit une solution.

Crêperie Ste-Anne
"Chez Noël"
CADRE BRETON — Cidre et Choucroute
— RENNES —

Il faut établir un équilibre agricole et industriel entre les différentes régions.

Par contre, en ce qui concerne l'agriculture, il est évident qu'une partie trop importante de la population active française (et, en particulier, de la population active bretonne) est employée dans le domaine rural, mais la mutation du secteur agricole au secteur industriel et commercial ne doit pas se faire dans le désordre et la souffrance. Elle doit être organisée avec méthode, non pas d'une région à une autre, mais dans la mesure du possible à l'intérieur d'une même région.

A la question de l'enseignement de la langue bretonne et du développement de la culture populaire bretonne, M. Mitterrand a répondu à Rennes de façon affirmative avec la réserve que cela « serve la communauté nationale »...

A Rennes, M. Mitterrand s'était prononcé pour la création d'un « ministère des Economies régionales », pour le caractère de priorité — ceci est très important — des choix décidés par l'assemblée délibérative et élue ; il s'était déclaré favorable au transfert des investissements militaires (force de frappe) dans d'autres domaines, à l'ouverture de nouvelles négociations pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, à la possibilité pour la Bretagne d'utiliser les financements d'organismes européens, et enfin à la formule d'un V^e Plan bis pour faire la transition avec le V^e Plan gaulliste.

Dans le Finistère, nos camarades se sont associés à l'appel suivant (extraits) :

Les responsables des organisations démocratiques, réunis à Châteaulin le 20 novembre 1965, qui ont constitué un Comité départemental de soutien à la candidature de François Mitterrand,

— constatent que la politique gaulliste dite « de grandeur » hypothèque gravement le destin national, compromet la formation et l'avenir des jeunes et aboutit à l'isolement de notre pays ;

— décident, pour ces raisons, de coordonner tous leurs efforts pour soutenir le candidat unique de la gauche, François Mitterrand, seul candidat dont le programme correspond aux aspirations légitimes des masses laborieuses et de la jeunesse de notre pays ;

— s'adressent à tous les citoyens et citoyennes aspirant à l'institution d'une véritable démocratie, soucieux de paix et de progrès social et résolus à assurer l'avenir de leur région, les appellent à participer aux réunions communales organisées sous le patronage du Comité de soutien à la candidature de François Mitterrand et à aider au maximum l'action de ce Comité au sein de la population finistérienne.

COMPTE RENDU DU II^e CONGRÈS DE L'U.D.B., A BINIC

Le deuxième congrès annuel de l'U.D.B. s'est tenu les 20 et 21 novembre à Binic, où l'excellence de l'organisation matérielle permit une ponctualité rare dans les partis politiques. Le sérieux des interventions et la continuité du travail furent un gage d'efficacité. Le samedi à 15 h, le bureau central ouvrit le congrès en lisant les lettres d'excuses de quelques militants empêchés et présenta le programme du congrès : présentation et discussion des rapports des membres du bureau central, discussion des thèmes proposés par les militants, travail des commissions spécialisées, discussions et votes sur leurs rapports.

LES RAPPORTS

Le responsable PRESSE établit un bilan rigoureux et sans concessions de l'évolution de son secteur. Au passif : un certain manque d'organisation a ralenti la progression des abonnements. En outre, un certain déséquilibre dans les sujets abordés — peu d'articles agricoles par exemple — et un manque de militantisme journalistique de nombreux « in-

Petit détail : le congrès U.D.B. a représenté quinze heures de séance en une journée et demie.

tellelectuels » du parti. A l'actif, une amélioration du contenu, qu'a concrétisé l'excellent accueil fait au numéro à six pages — mars 1965, sur les élections municipales et Citroën —. Un travail sérieux doit permettre la sortie régulière d'exemplaires de ce type. De nombreuses questions mirent en évidence la nature des efforts à fournir, en particulier une répartition plus égale des abonnements tout au long de l'année.

Pour les AFFAIRES INTÉRIEURES, Jean-Marie Laigle présenta un tableau de la répartition géographique, socio-professionnelle et par âge des militants qui fit entrevoir une insuffisance du travail dans les milieux d'origine et confirma que notre parti est un parti jeune : plus de 80 % des militants ont moins de trente ans. Une meilleure organisation du travail en vacances doit éviter la baisse de régime des mois d'été, baisse considérée comme inévitable par beau-

Les congressistes s'étaient regroupés par section autour des tables du congrès et aussi par pays d'origine, avec les petits cartons traditionnels, traduisant avec plus ou moins d'humour ces renseignements. On en vit ainsi un annonçant la « tendance ponctualiste », un autre le « Bro Vigoudenn ».

coup d'organisations politiques traditionnelles. Du point de vue des adhésions, le but fixé au premier congrès de l'U.D.B. (Quimper, 1964) est atteint, surtout grâce à l'excellent travail de la section de Rennes. Le niveau atteint doit permettre de diversifier l'action, de sortir d'un travail universitaire quasi-exclusif jusqu'à cette année en ce qui concerne les Rennais.

Remplaçant le responsable aux AFFAIRES EXTÉRIEURES, excusé, Y.-C. Veillard montra qu'en ces années d'humilité du parti, les affaires extérieures revêtent un intérêt croissant, comme en témoignent l'échange avec un cinquantaine de journaux, les rapports avec le candidat de la gauche, François Mitterrand. Des militants demandèrent les résultats des contacts pris avec les syndicats paysans et ouvriers. Ces résultats ont été jugés satisfaisants.

Responsable du poste TRÉSORERIE, dont nous connaissons tous l'importance, H. Grall présenta le bilan. Commentant

le solde, légèrement excédentaire, le rapporteur insista sur le fait qu'il n'était dû qu'à une compression maximum des frais divers. Bien entendu, l'effort doit être porté sur les recettes, afin de faire mieux connaître notre parti.

Un large échange de vues et une réflexion s'effectuèrent sur l'ouverture réalisée auprès des partis de gauche pour la campagne de soutien de la candidature Mitterrand. (Voir, pour l'Ille-et-Vilaine, la « Vie du Parti » du numéro de novembre.) Après l'enregistrement d'une vingtaine de questions posées par des militants et une discussion sur l'attitude de l'U.D.B. sur la candidature de François Mitterrand, le congrès se sépara à 23 h 30 pour une nuit brève mais réparatrice.

LES TRAVAUX DE RÉFLEXION

Dès 9 heures le lendemain, après une permanence portant sur des questions d'organisation pratique, les commissions se mirent au travail pour plus de trois heures, sur les thèmes : « Culture - Formation - Stage », Propagande, Problèmes socio-économiques, Organisation du travail, Trésorerie, Affaires extérieures et Presse. Les problèmes furent abordés avec le double souci d'approche pratique et d'approfondissement.

Le rapport de la COMMISSION SOCIO-ÉCONOMIQUE mit en évidence la nécessité de rassembler une documentation

Au cours d'une brève suspension de séance, la fille d'Hervé Grall, dix mois, pas du tout intimidée, Grassant à proximité du responsable presse, en profita pour saisir à pleine menotte les cheveux de notre camarade, à la grande joie de la salle.

originale et aussi complète que possible, permettant une analyse objective de la situation, d'où la possibilité pour le parti d'avoir ses statistiques propres et de proposer des solutions aux différents problèmes à plus ou moins longue échéance.

La COMMISSION PRESSE proposa des stimulants pour les abonnements, une organisation de la prospection et enfin une amélioration du contenu actuel du journal : des articles plus simples accessibles à d'autres lecteurs qu'aux intellectuels des villes, des thèmes touchant de plus près la vie quotidienne des ouvriers et des paysans.

Le rapport ORGANISATION - TRAVAIL proposa l'élection d'adjoints aux postes du bureau central, afin d'aider les responsables de ces postes et de les remplacer en cas d'indisponibilité, et de deux responsables « Abonnements » et « Publicité ».

Très technique, le rapport TRÉSORERIE proposa des moyens de financement du poste PROPAGANDE, appelé à prendre une grande extension. La commission spécialisée montra, après une étude approfondie de la situation des différents milieux bretons, la difficulté de les pénétrer, les thèmes à développer pour chacun d'eux et les moyens de les diffuser. Le Bec résuma la situation : « Il faut jacter », montrant ainsi que la salive et l'ardeur du militant deviennent le plus sûr moyen de diffusion de nos idées.

Le rapport « FORMATION - STAGE - CULTURE », brillamment présenté par Y.-B. Piriou, insista sur l'importance des stages en ajoutant aux deux types ayant eu lieu cette année — stage formation et camp en langue bretonne — un stage pour enseignants, vu l'importance de ce secteur socio-professionnel dans la composition actuelle du parti.

(Suite page 2)

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES



COTES-DU-NORD. — Une entreprise de Saint-Brieuc, qui fabrique notamment des caravanes, s'est spécialisée dans l'emploi de main-d'œuvre espagnole docile, car menacée à la moindre incartade de retourner au paradis de Franco. Du fait de leur soumission forcée, ces travailleurs acceptent des salaires de misère, que doit partager la nombreuse main-d'œuvre locale menacée de chômage.

D'un paternalisme très "XIX^e" siècle, l'entrepreneur parque "ses Espagnols" et leurs familles dans un véritable bidonville miniature, fait de planches, vieilles tôles et boîtes de conserves, que la pluie inonde facilement.

Le chantage à la main-d'œuvre étrangère n'est pas le seul fait du capitalisme parisien.

FINISTÈRE. — Devons-nous parler des événements de "l'Île-Longue" ? Il serait plus juste assurément de parler d'un drame si on pense à l'ombre inquiétante que fait planer cette "main armée", toute prête à tuer, sur la vie de centaines de familles, pour y installer des camps militaires. Le P.B. étudiera dans un prochain numéro ce nouveau genre "d'investissement", qui résoud le problème de l'emploi par le vide.

La région de Camaret connaît de graves problèmes sociaux du fait de la modification des conditions de pêche : les jeunes abandonnent de plus en plus leur métier de marin pour les carrières habituelles des colonisés : C.R.S., gendarmerie, armée.

ILLE-ET-VILAINE. — Au risque de nous répéter, la situation de l'emploi féminin reste grave en Ille-et-Vilaine. Si l'usine Fairchild (électronique) emploie plus de cent ouvriers, le nombre des inscrites au chômage ne diminue pas, bien au contraire. Souhaitons que l'électorat féminin, si courtisé par le gaullisme, se rappelle les conditions de vie que lui offre "la prospérité" du régime actuel. Si la "bonne maison" Citroën (voir nos précédents articles sur sa citation de trust colonisateurs en Bretagne et sur ses luttes antisyndicales) maintient une embauche d'une centaine d'ouvriers par mois, la stagnation des entreprises du département est générale.

LOIRE-ATLANTIQUE. — Le problème du chômage ne saurait se résoudre par les actuelles décisions du V^e Plan. En effet, aux 6 000 personnes licenciées de ces dernières années sur les chantiers navals de l'Atlantique et de Nantes, viendront s'ajouter la grande majorité des 5 000 nouveaux licenciements prévus sur l'effectif total des chantiers français, si l'on sait que les deux tiers de cet effectif est breton. Ainsi, à Saint-Nazaire, pour le mois de novembre, les familles de 21 licenciés de plus de 55 ans et d'une dizaine de moins de 55 ans doivent vivre de l'indemnité de chômage variant entre 5 F et 7,15 F par jour (soit entre 150 et 200 F par mois). Comment croire à la sincérité de la politique gouvernementale des métropoles d'équilibre (Nantes-Saint-Nazaire par exemple), quand rien n'est prévu pour la reconversion de ce personnel, ou sa mise en retraite à 60 ans. Le problème est d'autant plus grave que l'on sait que, dans un mois, le même problème va se poser pour les licenciés des chantiers de l'Atlantique.

MOR-BIHAN. — Les ouvriers des Forges d'Hennebont ont une fois de plus fait grève et manifesté pour marquer leur volonté de défendre leur emploi. M. Pompidou, au mois de juillet dernier, avait promis de favoriser, par des mesures exceptionnelles, toute société française ou étrangère susceptible de s'intéresser à Hennebont. Mais les négociations avec la firme allemande Giebel n'ont pas avancé et la situation des forges reste toujours aussi précaire. Il semble que l'on s'éveille à faire durer l'incertitude dans un département marqué par le problème de l'emploi.

La vie de villes comme Hennebont ne tient qu'à la bonne marche d'une usine ou d'une industrie. Il serait donc normal qu'elles bénéficient des conditions favorables à leur développement et à leur équilibre. N'y aurait-il pas, par exemple, une solution à la suppression des 150 emplois de la blanchisserie Desart à Pont-Scoff, qui envisage de partir, et trouver par là un moyen d'extension, que l'on devrait rendre possible sur place.

L'INDUSTRIE BRETONNE DU GRANIT

(Suite de la page 3)

s'annonçait, en permettant la recherche de nouveaux débouchés (conférence nationale du granit à Dinan en 1960), le C.E.L.I.B. nouvelle manière, ou C.E.L.I.B.-C.O.D.E.R., de 1965, se limite à un appel à la solidarité régionale, envoyé à tous les maires de Bretagne.

« L'irritation des familles des granitiers, qui représentent le principal facteur économique dans de nombreuses communes rurales, grandit. » (2) A St-Marc-le-Blanc, « deux cents familles intéressées sont prêtes à passer à l'action », écrit le président du Syndicat des granitiers aux autorités parisiennes (17 novembre 1965).

Après un an de démarches, à quelques jours de la fermeture, l'exaspération est à son comble. Seule une vraie solidarité intersyndicale bretonne peut permettre de donner une solution humaine à ce problème douloureux et grave, qui nous permet, une fois de plus, de constater la nécessité d'une assemblée bretonne élue aux pouvoirs d'action économique, seule capable, en les assumant, de donner à nos problèmes une solution qui ne soit pas celle des technocrates d'un gouvernement qui ne voit dans la Bretagne qu'un réservoir de main-d'œuvre.

J.-J. MONNIER.

(1) Lettre du 28 janvier 1965 du Syndicat des entrepreneurs carriers-granitiers de Bretagne au ministre des Travaux publics et des Transports.
(2) Lettre-circulaire du président Prévén, du 22 octobre 1965.

COURRIER DES LECTEURS

Nos correspondants doivent préciser quand ils veulent que leur nom soit mentionné. Vous remercions vivement ceux qui nous écrivent.

— Je lis le Peuple breton avec beaucoup d'intérêt, aussi pas mineur m'irrite-t-elle un peu. Quatre petites pages par mois, ce n'est vraiment pas assez. Puisque vous vous adressez à un public réduit, mais vraisemblablement assez averti, où vous espérez sans doute recruter des militants, je pense que vous pourriez attacher moins d'importance à l'élégance de la présentation (beau papier, photos...) et davantage à l'abondance, à la variété, au sérieux de l'information. Des questions fondamentales sont passées sous silence. Des articles, excellents en eux-mêmes, perdent, en s'éternisant, une partie de leur force. C'est le cas de l'enquête sur l'humilité.

L'Humanité nouvelle, organe de la Fédération des cercles marxistes-léninistes (communistes antirévolutionnaires, favorables aux thèses du P.C. chinois) a publié, dans son n° 8, une lettre de lecteur (plutôt médiocre, à mon avis) où il est question du problème breton, de l'U.D.B. et du Peuple breton. Peut-être serait-il bon que vous examiniez cela de près et engagiez la discussion avec ce journal. Son influence est encore réduite, mais elle paraît s'étendre (assez lentement mais régulièrement) ; surtout il développe des thèses et donne des informations que la gauche bretonne devrait étudier avec la plus grande prudence mais aussi avec la plus grande attention et la plus grande bienveillance.

Il me semble évident que le révisionnisme (c'est-à-dire l'abandon des principes révolutionnaires marxistes et marxistes-léninistes par la S.F.I.O. et une fraction nombreuse et influente du P.C.F.) a des conséquences désastreuses pour la Bretagne. Si l'on fait exception de quelques velléités remarquables (création du C.A.B., publication d'une bro-

chure sur les problèmes bretons par le P.C.F. ...) on constate que la gauche (P.C.F., S.F.I.O., P.S.U.) propose aux masses de la semi-colonie qu'est notre pays (généralisme culturel, sous-développement traditionnel, paupérisation régionale, relative et absolue, accélérée), des mots d'ordre élaborés par des aristocraties politiques (les appareils de ces partis) recrutées (depuis longtemps par la S.F.I.O., depuis sa naissance par le P.S.U. et, plus récemment, mais de plus en plus souvent par le P.C.F.) dans les classes moyennes (libérales, administratives, intellectuelles) et les couches les moins défavorisées du prolétariat des zones industrielles actives ou en progrès, comme la région du Nord, l'Est ou Paris.

Cependant, la reprise machinale de l'ensemble des thèses de L'Humanité nouvelle serait maladroite et dangereuse : elle isolerait et stériliserait la gauche en Bretagne. Le mécontentement des masses est réel, et il s'exprime parfois avec vigueur (prise de la sous-préfecture de Morlaix, agitation à Hennebont et à Saint-Nazaire, manifestation à Paris). Mais notre population est encore, en grande partie, enfoncée dans "l'idiotie de la vie rurale" (Karl Marx), attachée (dans un réflexe "national" de protection et de refus, peut-être) aux idéologies les plus retardataires (cléricalisme, conservatisme...) : elle garde une mentalité de koulaks. De plus, la Bretagne se souvient d'avoir profité (dans une certaine mesure...) de la Révolution de 1789. Et elle profite encore, aujourd'hui (modestement, il est vrai), des conquêtes politiques et sociales du peuple français, de la classe ouvrière française. Devant de telles réalités, la plus grande prudence est la condition première de l'efficacité : une analyse sérieuse et si possible commune s'impose donc. — M. Salaün.

Graines d'élite Clause
Quimper, Concarneau, Rosporden

Ets NICOT